

Fabiana Li, *Unearthing Conflict: Corporate Mining,
Activism, and Expertise in Peru*

Duke University Press, 2015

Kyra Grieco



Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/4499>

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique
latine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 179-184

ISBN : 978-2-37154-074-3

ISSN : 1141-7161

Référence électronique

Kyra Grieco, « Fabiana Li, *Unearthing Conflict: Corporate Mining, Activism, and Expertise in Peru* », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 83 | 2016, mis en ligne le 28 février 2017, consulté le 28 avril 2017.

URL : <http://cal.revues.org/4499>



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.



urbains, ces processus qui favorisent le profit au détriment de la durabilité, caractéristique des villes du sud.

Miami, ville communicationnelle? La volonté dominante des élites cubano-américaines est de créer une place pour Miami dans la hiérarchie urbaine et l'une des stratégies adoptée, décrite par l'auteure, s'appuie sur l'usage de la communication. Elle analyse aussi bien les réseaux techniques que la création de médias qui façonnent cet espace de relation entre deux aires culturelles: latine et anglo-saxonne. Grâce au concept de ville communicationnelle, elle détaille comment, en moins de cinquante ans, Miami est devenue le centre de production et de diffusion des plus grands médias hispaniques des États-Unis. Aller passer un week-end pour faire des emplettes ou s'acheter un condominium à Miami est un *must* des classes supérieures latino-américaines ou un rêve de consommation pour les autres strates de ces sociétés. La communication est un outil clé de la transformation de la *magic city* en centre névralgique des médias hispaniques.

Finalement, Violaine Jolivet adopte une focale singulière en rendant compte de l'expérience miamienne au sein des écrits sur la latinisation aux États-Unis. Elle démontre que l'élite cubano-américaine a été pionnière dans la mutation sociospatiale de cette ville à l'échelle locale et globale aboutissant à sa transformation en passerelle des Amériques. La géographe ouvre ainsi de nouvelles pistes d'analyse du processus de latinisation de Miami

car les élites cubaines doivent de plus en plus partager le «monopoly» avec des nouvelles élites latino-américaines (Colombiens, Vénézuéliens, Brésiliens en tête) qui investissent le «terrain de jeu» que représentent pour eux le centre de Miami et sa banlieue.

- NIJMAN Jan, «The Paradigmatic City», *Annals of Association of American Geographers*, vol. 90, n° 1, 2000, p. 135-145.
- RAFFESTIN Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 1980.
- FOUCAULT Michel, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.
- STEPICK Alex, «Les cubanos han ganado!», *L'ordinaire Latino-américain*, Toulouse-Le Mirail, n° 173-174, 1998.

Leily Hassaine-Bau,
doctorante en géographie,
Aix-Marseille université.

Fabiana Li, *Unearthing Conflict: Corporate Mining, Activism, and Expertise in Peru*, Duke University Press, 2015, 265 p.

Depuis les années 2000, l'opposition aux activités minières à ciel ouvert s'est progressivement recentrée autour de questions d'ordre environnemental, et plus précisément sur la problématique de la pollution des eaux. Mais comment, par quels chemins, ces pollutions sont, justement, devenues une «question»? Dans quelle mesure les techniques d'extraction minière de dernière génération ont-elles

contribué à faire émerger de nouveaux acteurs politiques, tant humains que non-humains, tels que les ressources et le paysage? Quel rôle jouent ces derniers dans l'émergence et la négociation des controverses autour de l'activité extractive? Ces questionnements constituent le point de départ de l'ouvrage de Fabiana Li, dont l'ambition est d'ouvrir la «boîte noire» des conflits liés aux activités extractives, en les analysant par le prisme des interactions entre «personnes, lieux et choses».

Sur ces questions, l'ouvrage constitue un apport significatif issu de l'horizon disciplinaire de l'anthropologie à un état de l'art souvent dominé par l'écologie politique. Dans un débat régulièrement polarisé entre positions «pro» et «anti» minières, la perspective ethnographique parvient à mettre en valeur la complexité, les évolutions et négociations permanentes des relations entre les différents acteurs concernés par l'exploitation minière. En prêtant une attention particulière aux enjeux de pouvoir dans les conflits environnementaux, ce livre combine une réflexion sur l'agentivité du paysage et la portée ontologique des conflits pour les ressources.

La recherche dont l'ouvrage est issu s'est déroulée principalement sur un terrain de deux ans (2005-2006). Elle prend pour objet deux villes péruviennes emblématiques de l'activité minière passée et présente : la ville de La Oroya, dans les Andes centrales, qui depuis 1922 est le site d'une fonderie pour le traitement de la production minière régionale (la ville figure depuis 2007

dans la liste des lieux les plus pollués au monde), et celle de Cajamarca, dans les Andes du nord, capitale de l'une des principales régions d'expansion minière depuis 1990. Ces villes sont toutes deux les théâtres de controverses environnementales depuis plusieurs décennies, historiquement et socialement contrastées. Pour les analyser, Li applique une approche interactionnelle qui, dans la lignée latourienne, vise à restituer les «contours» de l'émergence des problématiques environnementales, leur définition et leur négociation.

Dans la première partie, l'auteure esquisse une ébauche de son approche analytique. Le chapitre 1 décrit comment la ville de La Oroya, icône du progrès industriel du pays au XX^e siècle, est récemment devenue l'emblème des méfaits du passé minier national. Li offre un panorama de l'évolution des problématiques environnementales liées aux émissions industrielles (*humos*) de La Oroya : des controverses agricoles autour de l'appauvrissement des sols dans les années 1930 aux politiques corporatives d'hygiène et de santé conduites dans les années 1950 et à l'émergence plus récente de la problématique de la pollution environnementale. La mise en perspective historique permet de montrer par l'exemple comment ces émissions, existantes dès le début des activités de la fonderie, n'ont réellement commencé à être représentées en termes d'activités polluantes que vers la fin du XX^e siècle.

Cette reconfiguration spécifique des problèmes encourus est le résultat de l'action concomitante de plusieurs



facteurs: publications d'études scientifiques, campagnes menées par les ONG, appropriation de la question par les médias, changements des politiques corporatives mises en œuvre, émergence croissante d'une sensibilité environnementale, etc. Ces activités de définition, de mesure et de monitoring des polluants contribuent à affirmer leur statut en tant que *choses*, dont l'existence n'est pas mise en doute bien que les politiques de gestion prennent des formes souvent bien divergentes. La problématique de la pollution de La Oroya s'affirme aussi au moment où une nouvelle expansion de l'activité minière au Pérou provoque un regain croissant des préoccupations environnementales. Dans ce cadre, la ville constitue un parfait exemple des dégâts engendrés par l'exploitation minière, tant pour les nouveaux acteurs corporatifs – qui prennent soin de distinguer la « nouvelle » de la « vieille » industrie – que pour les environnementalistes – qui en font un avertissement des dangers futurs. Le chapitre 2 prolonge ces considérations en s'intéressant à la région de Cajamarca, afin d'offrir un aperçu des attentes et des processus liés aux techniques d'extraction à ciel ouvert. Ces dernières caractérisent en effet l'exploitation minière au nord du Pérou ainsi que, plus largement, l'expansion du secteur minier depuis 1990 dans tout le continent sud-américain. Ces formes d'exploitation minière de dernière génération soulèvent de nouvelles controverses environnementales, plus particulièrement concernant la pollution des eaux. L'auteure

observe qu'à la suite des mobilisations croissantes de la société civile contre l'affectation des ressources hydriques, l'évolution des débats au Pérou a progressivement fait converger les points de vue des acteurs entrepreneuriaux, institutionnels et militants. La question de l'eau constitue désormais un point de passage obligatoire et l'expertise scientifique est devenue primordiale dans la discussion de ce qui compte comme savoir.

Dans la deuxième partie, Li développe la question de l'expertise en analysant l'opposition à l'exploitation du Mont Quilish par l'entreprise Minera Yanacocha S.A. Le chapitre 3 recentre l'étude sur les relations entre la compagnie minière, les habitants riverains et le sommet lui-même. La mobilisation en 2004 autour du Quilish, à la fois aquifère et montagne sacrée, permet d'apprécier l'interaction de différentes formes de savoirs, qui donnent une dimension politique à un être. La multiplicité ontologique du Quilish motive son irréductibilité à un registre purement « scientifique » ou de « croyances » et rend possible la convergence d'une pluralité d'acteurs mobilisés dans sa défense. Loin de constituer un système clos, les savoirs mobilisés sont le produit de l'interaction de plusieurs acteurs et registres, qui invitent au dépassement du binôme savoir traditionnel/traditions inventées. Le chapitre 4 renouvelle ces considérations à la lumière des négociations autour d'un canal d'irrigation affecté par les travaux d'extraction. Les controverses autour du cours d'eau permettent

d'explorer une autre thématique centrale de l'ouvrage: l'élaboration, l'acceptation ou la dispute des «logiques d'équivalence» établies entre les impacts engendrés et leur compensation de la part des compagnies minières. Dans une volonté de restituer à la ressource sa dimension sociale, Li détaille les liens de collaboration et de compétition qui se tissent autour du canal. D'une part, la compensation économique pour l'affectation du canal a pour effet la multiplication de ses usagers; d'autre part, elle altère les modes et les rapports de gestion, engendrant des clivages entre anciens et nouveaux utilisateurs. Mettre en exergue la dimension sociale de l'eau et les effets sociaux de l'affectation de la ressource permet d'illustrer le paradoxe entre demandes de compensation et incommensurabilité des ressources affectées, qui est bien résumé par un interlocuteur: «Tu ne peux pas donner un prix à l'eau, mais nous devons calculer la valeur de ce qui est en train de se perdre» (p. 179).

Dans la troisième partie, l'ouvrage introduit une autre classe d'objets: les documents régissant l'activité minière, et plus précisément l'Étude d'impact environnemental (EIA), en tant que produit et producteur de pratiques de savoirs. En s'inscrivant dans la lignée des travaux d'Annelise Riles [2005], le chapitre 5 se penche sur la capacité de l'EIA à définir la nature des impacts de l'activité minière et leur gestion. Il met surtout en lumière le glissement de l'*accountability* (à envisager comme la responsabilité de l'entreprise à répondre des impacts) vers la *responsibility*

(c'est-à-dire la responsabilité de l'entreprise de les compenser). Dans une pratique de transparence et de bonne gouvernance, le document est présenté publiquement, de manière à permettre la participation citoyenne et l'intégration de critiques. Ce processus le rend pratiquement impossible à invalider, ce qui laisse comme seul choix aux opposants du projet de ne pas participer, afin de ne pas contribuer à la validation du processus par leur présence. Cette nature à double tranchant de l'expertise technique – à la fois outil de lutte et de dépolitisation – fait l'objet du dernier chapitre, qui actualise l'ensemble des thématiques abordées à la lumière d'un nouveau projet minier controversé, Minas Conga, dans la même région. Le débat autour du projet s'inscrit dans la continuité des enjeux observés en 2005-2006: l'eau comme objet de la controverse; le basculement du débat sur le savoir expert; les effets «paralytants» de l'EIA (qui «absorbe» toute critique); la persistance d'une logique d'équivalences qui disqualifie les savoirs divergents; mais aussi le rôle des cours d'eau dans la définition de nouveaux territoires d'action et la capacité des mouvements sociaux à repousser les frontières du politique pour y inclure de nouvelles «choses».

Alors que l'approche holiste de l'ouvrage permet de mettre en perspective et de détailler de nombreux aspects des conflits liés à l'activité minière, l'abondance des questions traitées est parfois menée au détriment de leur approfondissement. Bien que l'auteure se propose d'adopter une approche



antiessentialiste qui «ne repose pas sur des catégories sociales prédéfinies tels les “paysans”, les “entreprises”, les “écologistes”» mais plutôt sur «un ensemble de relations caractérisées par les contradictions, l’ambivalence, et l’ambiguïté» (p. 181), cette ligne n’est suivie qu’en partie. On peut citer par exemple le terme problématique de «compagnie minière» (*mine*), à laquelle on attribue une certaine intentionnalité. Il aurait été utile d’illustrer la diversité des acteurs corporatifs, ou au moins d’en postuler la non-homogénéité, comme elle prend soin de le faire avec l’État et la société civile.

Si l’ouvrage a le mérite de mettre à contribution divers apports théoriques, certaines thématiques pourtant centrales restent peu approfondies. La réflexion sur la dimension sociale de la ressource hydrique se limite aux relations sociales qui se nouent autour d’elle. Une comparaison avec les travaux de David Mosse [2003] sur l’action collective et la gestion de l’eau en Inde, ou ceux de Veronica Strang [2004] sur les valeurs associées à la ressource aurait peut-être contribué à la discussion. La littérature sur la participation aux projets de développement aurait également permis de resituer les pratiques de l’EIA dans le contexte plus général d’une «nouvelle tyrannie» [Cooke et Kotari, 2001]. La principale limite de l’ouvrage concerne sa négligence de la littérature anthropologique non anglophone en général et péruvienne en particulier sur la thématique. Aucun des nombreux travaux publiés depuis 2005 [Arellano Yanguas, 2011; Damonte, 2007; Salas, 2008; De

Echave *et al.*, 2009, pour n’en citer que quelques-uns] n’est mobilisé, bien que le travail de Li partage le même objet, la même discipline et certains constats.

Le détail des descriptions ethnographiques et l’éloquence des entretiens constituant la force de l’ouvrage, le dernier chapitre (fondé sur un bref retour sur le terrain en 2012) laisse le lecteur à court d’images et de paroles pour décrire les évolutions des événements. Après une analyse des effets dépolitisant de l’expertise technique et une ouverture plus optimiste sur la capacité des mouvements sociaux à repousser les frontières du politique, l’auteure nous laisse avec une question pressante : que se passe-t-il, presque dix ans après, dans cette arène politique «étendue»? Que deviennent donc les êtres, une fois que le feu de la protestation s’est éteint?

- ARELLANO YANGUAS Javier, *Minería sin fronteras: conflicto y desarrollo en regiones mineras del Peru*, Lima, IEP, 2011.
- COOKE Bill et KOTHARI Uma, *Participation: the New Tyranny?*, Londres, Zed Books, 2001.
- DAMONTE Gerardo, FULCRAND Bernardo et GOMEZ Rosario (dir.), *Peru: el problema agrario en debate - SEPIA XII*, Lima, SEPIA, 2007.
- DE ECHAVE José, DIEZ Alejandro *et al.*, *Minería y conflicto social*, Lima, Instituto Riva Agüero, 2009.
- MOSSE David, *The Rule of Water: Statecraft, Ecology and Collective Action in South India*, New Delhi/New York, Oxford University Press, 2003.
- RILES Annelise (dir.), *Documents: Artifacts of Modern Knowledge*, The University of Michigan Press, 2006.
- SALAS CARREÑO Guillermo, *Dinámica*

social y minera: familias pastoras de puna y la presencia del proyecto Antamina, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 2008.

- **STRANG Veronica**, *The Meaning of Water*, Oxford/New York, Bloomsbury Academic, 2004.

Kyra Grieco,
doctorante en anthropologie
à l'EHESP, membre du Centre de
recherches sur les mondes américains
(Cerma) et associée à l'Institut
français d'études andines (IFEA).

Silvia D. Mercado, *El relato peronista: porque la única verdad no siempre es la realidad*, Buenos Aires, Planeta, 2015, 320 p.

Según Silvia Mercado, el imaginario político argentino ha consagrado la autenticidad de un discurso, el «relato peronista», acerca de unos años dorados (1946-1955) en los cuales los sectores desposeídos de la sociedad y la clase trabajadora gozaron, merced a la iluminada figura de Juan Domingo Perón, de un período sostenido de bonanza y prosperidad. La doctrina peronista se estructura alrededor del concepto fundamental de «justicia social», concebida no como una mera idea regulativa, sino como una realidad llevada efectivamente a la práctica por el general Perón en una dura batalla contra enemigos externos e internos. La utopía peronista de la «armonía de clases» plantea también dos banderas irrenunciables que otorgan identidad a

este movimiento político: «lo nacional» y «lo popular», las cuales se han traducido en un discurso que presenta a sus opuestos (las potencias extranjeras y la oligarquía local) como a los enemigos del pueblo. De acuerdo con Mercado, cualquier crítica a los métodos, la doctrina o la historia misma de este relato involucra inevitablemente la acusación de ser «gorila», palabra que en la jerga política argentina significa «antiperonista» y, como tal, tiene una connotación altamente negativa, equivalente a estar en contra de los intereses del pueblo. «En la Argentina se te perdona todo, menos que hables mal de Perón y el peronismo», escribe Mercado (p. 11). Para muchos argentinos, someter las bondades del primer peronismo (1946-1955) al revisionismo histórico es un tema tabú, e incluso quienes están internamente convencidos del carácter deletéreo de dicho Gobierno prefieren llamarse a silencio en vez de alienar a su potencial audiencia política o académica. El objetivo del presente libro es precisamente romper este tabú. Y Mercado lo hace desde el subtítulo mismo, que parafrasea en forma negativa una de las más memorables frases de Perón: «La única verdad es la realidad.»

A partir de algunas fuentes históricas relegadas al olvido, hallazgos documentales más recientes y diarios de la época, Mercado construye un mosaico revelador de la auténtica naturaleza del primer peronismo desde la revolución militar de 1943 hasta la llamada «revolución libertadora» de 1955 que derrocó a Perón. En los